



La Secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies pour la Lutte contre la Désertification en audience chez le Président du Faso

Page 8

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique d'Afrique

du samedi 17 juin 2017
7 Jrs/7

N°423

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant..
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 19.

La Chine Taïwan offre du « matériel militaire » au Burkina d'une valeur de près de 300 millions de FCFA

Page 9



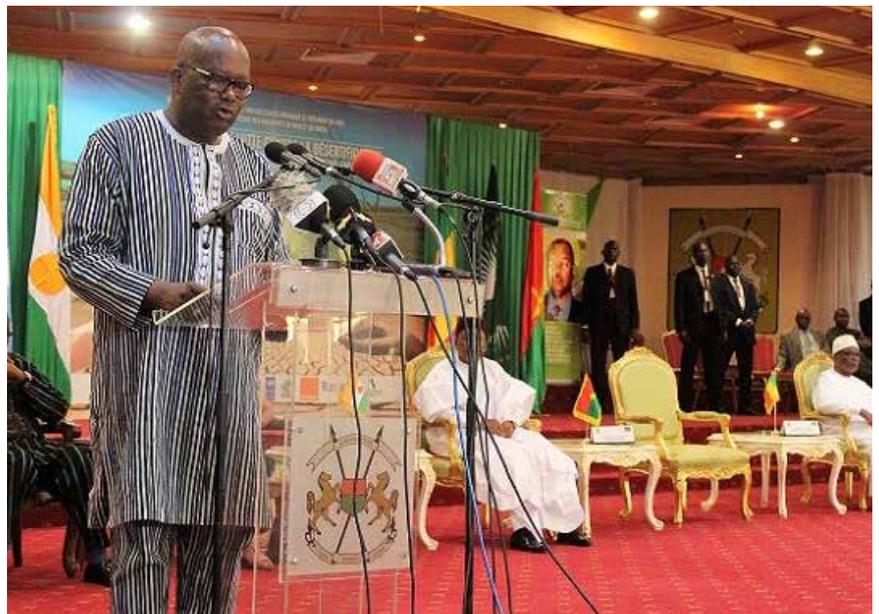
« Les autorités actuelles sont amnésiques », dixit Azize Ouattara, Coordonnateur du CPPU

Page 4



Lutte contre la désertification et la sécheresse : Trois (03) chefs d'Etats s'engagent

Page 2



Déclaration du CDP suite à la décision rendue par le Conseil Constitutionnel dans l'affaire dite procès du dernier gouvernement de Luc Adolph Tiao

Page 6

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



Lutte contre la désertification et la sécheresse : Trois (03) chefs d'Etats s'engagent

Région du Centre



Trois chefs d'Etat dressés contre la désertification et la sécheresse en Afrique.

« Notre terre, notre maison, notre futur », c'est sous ce thème que s'est tenu ce jeudi 15 juin 2017 à Ouagadougou, la commémoration de la journée mondiale de lutte contre la sécheresse et la désertification. Acteurs et décideurs politiques étaient à table pour une même cause : promouvoir les partenariats régionaux et mondiaux pour l'investissement dans les gestions de terre en Afrique. La cérémonie a été présidée par le Président Roch Marc Christian Kaboré accompagné des présidents malien, Ibrahim Boubakar Kéita (IBK) et nigérien, Mahamadou Issoufou.

A l'occasion de la journée mondiale

de la désertification célébrée cette année au Burkina Faso, les acteurs concernés, les chefs d'Etats et des représentants des gouvernements se sont donnés rendez-vous à Ouagadougou dans l'après-midi de ce jeudi 15 juin 2017. Après plusieurs heures de travaux, les experts africains de l'environnement lancent un appel.

Des engagements sont pris pour garantir la neutralité en matière de dégradation des terres mais aussi pour créer des emplois liés à l'exploitation des terres en Afrique. Nestor Batio Bassière, ministre de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique, dans son discours à appeler la communauté internationale à promouvoir des partenariats afin de réhabiliter

10 millions d'hectare de terres dégradées et crée 2 millions d'emplois liés à l'exploitation durable des terres pour les jeunes, les femmes et les ménages d'ici 2020. Pour lui, l'investissement dans la réhabilitation des terres et le renforcement de l'accès au foncier, au crédit et au développement des compétences entrepreneuriales est essentiel pour améliorer le statut, la dignité et le profit de chaque travailleur.

Cet objectif ne sera atteint que si les pays acceptent de mettre les terres à la disposition des jeunes qui veulent investir. Mais pour l'heure, ils pourront compter sur l'expérience de l'ONU et du NEPAD dans le domaine.

« Il faut qu'au niveau des Nations

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

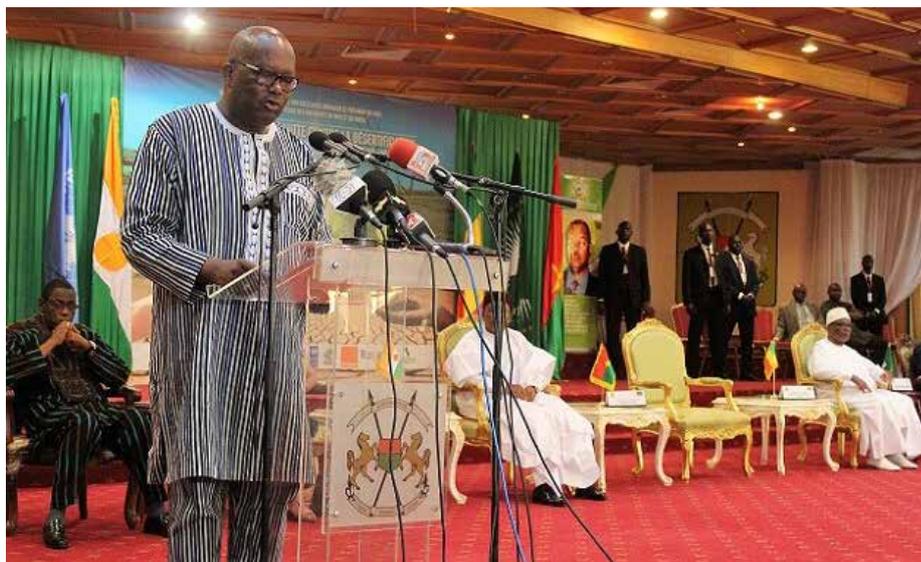
La suite de la page 2.

Unies, on se mobilise à donner des compétences nécessaires à ces jeunes. Il faut également que la communauté internationale accepte de mettre un peu de ressources financières pour qu'on puisse rémunérer ce travail », a dit Monique Barbut, secrétaire exécutive de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification

Et pour y réussir, il faut que chacun mette la main dans la patte. C'est pourquoi le Président du Faso et ses pairs du Mali et du Niger pensent que « lutter contre la sécheresse et la désertification, c'est assurer l'avenir de l'humanité toute entière ». « Il s'agit donc d'une responsabilité commune, c'est pourquoi la coopération internationale doit être effective en particulier. Nous devons ensemble développer des technologies vertes intégrées et partager des connaissances pour promouvoir et mettre à l'échelle les bonnes pratiques de gestion durable des terres, mais au-delà des technologies, il nous faut également et surtout des financements innovants au niveau internationale, régional et national », a martelé Roch Marc Christian Kaboré.

Cette cérémonie a également été l'occasion de rendre hommage à Hama Arba Diallo, qui fut, pendant de longues années, secrétaire exécutif de la Convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification.

La signature d'une convention relative à la cible volontaire de neutralité en matière de dégradation des terres au Burkina a été signée entre le ministère de l'environnement



Pour Roch Marc Chritian Kaboré, il faut l'implication de tous pour y réussir.



Des acteurs de la lutte contre la dértifications se sont tous retrouvés à Ouagadougou.

et le secrétariat exécutif de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

Les chefs d'Etat se sont également engagés à œuvrer pour la promotion de partenariats régionaux et mondiaux pour l'investissement dans la réhabilitation et la gestion

durable des terres à toutes les tribunes d'échanges qu'ils auront.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

« Les autorités actuelles sont amnésiques », dicit Azize Ouattara, Coordonnateur du CPPU

Région du Centre



Le collectif dénonce la gestion du pouvoir actuel.

Le collectif pour un peuple uni (CPPU) a animé une conférence de presse le vendredi 16 juin 2017 à l'hôtel Amiso à Ouagadougou. Le Coordonnateur du CPPU, Azize Ouattara et ses collaborateurs ont abordé des points d'actualité sur la situation politique nationale du Burkina Faso.

Décidément rien ne va au Burkina Faso. Face à la situation politique nationale, le CPPU a tenu une fois de plus à dire son mot. C'était au cours d'un point de presse animé à Ouagadougou dans la matinée

de ce vendredi 16 juin 2017. L'objectif de cette rencontre est de dénoncer la gouvernance du Mouvement pour le peuple et le progrès (MPP), parti au pouvoir.

Les membres du collectif ont passé en revue toutes les insuffisances liées à la gouvernance de Roch. Pour Ben Aziz Ouattara, coordonnateur du Collectif, « l'heure est grave au Burkina ». De la santé en passant par l'éducation sans oublier la situation sécuritaire, « plus rien ne va ».

Il pointe du doigt l'Autorité supérieure du contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-

LC). S'il est vrai que l'institution a une mission de contrôle, cependant cette mission reste à désirer, en témoigne l'affaire CSC. C'est pourquoi le collectif exige sa suppression ou à défaut le départ pur et simple de son premier responsable, Luc Marius Ibriga dont le CPPU qualifie son contrôle de « partisan ».

Le collectif a également abordé la question de la justice. Pour le CPPU, l'indépendance accordée à cette institution est une erreur monumentale car les membres du collectif pensent que ce sont

La suite à la page 5

SOCIÉTÉ

La suite de la page 4



Les journalistes n'ont pas manqué de poser des questions pour plus d'éclaircissement

les plus forts qui bénéficient de l'impunité alors que de simples innocents sont traqués. Pour le cas spécifique de la haute cour de justice, il faut opérer des restructurations profondes tant dans les textes régissant cette justice d'exception que sa composition elle-même. Le Collectif n'a pas manqué de saluer la décision du Conseil constitutionnel.

L'opposition politique burkinabè n'a pas été en reste. Le collectif estime qu'elle est inexistante car elle n'a pas de fermeté vis à vis du pouvoir en place. C'est pourquoi, le CPPU pense qu'il serait temps à cette classe politique vieillissante du Burkina Faso de prendre une retraite anticipée.

Pour l'heure, le CPPU appelle la jeunesse à prendre conscience et demande au peuple à rester vigilant.



Pour Azise Ouattara, le MPP ne fait pas mieux que l'ex régime.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

Déclaration du CDP suite à la décision rendue par le Conseil Constitutionnel dans l'affaire dite procès du dernier gouvernement de Luc Adolph Tiao

Région du Centre

Le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) a pris note avec une relative satisfaction de la décision rendue par le Conseil Constitutionnel, reconnaissant le caractère anti constitutionnel de certaines dispositions substantielles qui régissent la procédure ouverte devant la Haute Cour de Justice contre les anciens membres du Gouvernement du Premier Ministre Luc Adolphe TIAO. Cette décision de la juridiction suprême constitue un pas notable dans le sens du respect de la primauté du droit et donc de notre Loi fondamentale, que la Haute Cour de Justice semblait vouloir fouler aux pieds, dans son empressement à régler des comptes politiques.

Pour autant, cette décision ne règle pas toutes les irrégularités foncières qui entachent ce procès en sorcellerie engagé devant la Haute Cour de Justice. Notre Parti attend de connaître la suite que le Gouvernement et l'Assemblée Nationale donneront au jugement du Conseil Constitutionnel. Notre souhait et celui de nombre de nos concitoyens est que ce rappel au respect de la légalité soit l'occasion pour les gouvernants actuels de prendre des mesures claires, simples et courageuses en vue de traiter ce dossier suivant les normes qu'exige l'Etat de droit. Celles-ci sont internationalement

reconnues. Elles sont posées par de nombreuses conventions internationales auxquelles le Burkina a librement souscrit. Dans la lettre comme dans l'esprit, elles bannissent les juridictions d'exception dont la composition, les modes de saisine et le fonctionnement laissent peser des doutes sérieux sur l'indépendance et l'impartialité des juges.

Dans la période de sortie de crise que traverse notre pays, ce à quoi aspirent les burkinabè, c'est sans doute à une quête légitime de Vérité, de Justice et de Réconciliation, mais certainement pas au prix de procédures biaisées à des fins évidentes de revanche politique. Ce que veulent les burkinabè - à quoi nous adhérons pleinement - c'est une Justice équitable, dont les modalités et les décisions ne soient pas

contestables. Notre pays dispose d'un système judiciaire de droit commun, composé de magistrats compétents, expérimentés, capables de dispenser cette Justice, sans qu'il soit nécessaire de la mettre entre les mains de politiciens, outrageusement partisans. Pour être clairs, nous appelons à la suppression immédiate de la Haute Cour de Justice et à l'instruction de cette affaire par une juridiction de droit commun, plus crédible. Il lui reviendrait en premier lieu de décider si les faits reprochés aux membres du Gouvernement incriminés sont constitutifs d'une infraction prévue et punie par la loi burkinabè. Elle apprécierait également si les poursuites engagées contre l'ancien Chef de l'Etat, en sa qualité de Ministre de la Défense, sont compatibles avec le respect de la Constitution.



La suite à la page 7

SOCIÉTÉ

La suite de la page 6

En tout état de cause, notre Parti s'en remet aux lignes de défense qui seront adoptées par les accusés et leurs conseils. Nous sommes solidaires de leur cause et opposés à cette procédure tendancieuse, dont nous n'avons cessé de dénoncer l'iniquité originelle.

Le Président de la Commission ad hoc du CDP

Léonce Koné



Nous sommes à la fin de la session du BEPC 2017. Voici quelques perles relevées sur les copies de français de certains candidats qui ont composé dans le centre de Ouagadougou au Burkina Faso.

GRAMMAIRE

1-Donnez la nature et la fonction des mots ou groupe de mots soulignés

Extrait 1: « Il aimait particulièrement la lutte et lançait sans cesse des défis, même aux plus âgés que lui. »

Réponse 1 : des défis : adjectif qualificatif, épithète de sans cesse

Réponse 2 ; des défis ; verbe infinitif, complément subordonnée de lançait

Réponse 3 : des défis : adjectif qualificatif, épithète de même

BONNE REPONSE : des défis : groupe nominal, COD de lançait

Extrait 2 : « Mieux, les traitements par les antirétroviraux mis à la disposition des patients leur permettent de vivre une vie plus ou moins normale. »

Réponse 1 : leur : pronom administratif

Réponse 2 : proposition personnel, complément circonstanciel de manière

BONNE REPONSE : leur : pronom personnel, COI de permettent

Extrait 3 : « Il avait profité d'un voyage à l'extérieur du pays pour connaître son statut sérologique. »

Réponse 1 : son statut sérologique : complément subordonnée relative

BONNE REPONSE : son statut sérologique : groupe nominal, COD de connaître.

2- Soit la phrase suivante : « Les différents résultats des tests l'avaient déclaré séropositif. »

NB : Cette phrase à la voix active devait être transformée à la voix passive.

Réponse d'un candidat : impossible de mettre la phrase à la voix passive car il n'y a pas de complément d'objet direct.

Source Burkina 24

Une minute de rire correspond en calories à environ 15 minutes de marche.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La Secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies pour la Lutte contre la Désertification en audience chez le Président du Faso

Région du Centre



Le Président Roch Marc Christian KABORE a reçu en audience la Secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies pour la Lutte Contre la Désertification (CNULCD), Madame Monique BARBUT.

Le Président Roch Marc Christian KABORE a reçu en audience en fin de matinée, ce jeudi 15 juin 2017, la Secrétaire exécutive de la Convention des Nations unies pour la Lutte Contre la Désertification (CNULCD), Madame Monique BARBUT. Elle est présente à Ouagadougou dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de Lutte contre la Désertification et la Sécheresse (JMLCD) prévue pour ce jour.

Selon Madame Monique BARBUT, l'objet de l'audience avec le chef de l'Etat burkinabè est d'échanger sur le thème de la

rencontre de Ouagadougou et de souligner l'importance qu'il revêt pour les Nations unies et la sous-région sahélienne. « Chaque année, nous avons un thème qui est différent. Cette année, nous avons décidé de mettre l'accent sur les liens entre Stabilité, Soutenabilité et Sécurité (3S), lorsqu'on parle des questions de terre, en particulier sur cette partie de l'Afrique », a expliqué Madame BARBUT. Elle a justifié le choix du Burkina Faso pour abriter la JMLCD 2017 par le fait qu'il est situé au cœur de la région sahélienne, mais aussi par les nombreux efforts endogènes fournis afin de lutter contre le phénomène de la désertification. « Vous avez des

initiatives qui ont fonctionné. Je sais aussi qu'il y a beaucoup de projets et donc c'était un des meilleurs endroits du monde pour comprendre le problème, mais aussi pour montrer qu'on peut faire quelque chose », a-t-elle précisé. La Secrétaire exécutive de la CNULCD a ajouté qu'un appel sera lancé au cours de la rencontre de Ouagadougou qui sera présidée par les chefs d'Etat du Burkina Faso, du Mali et du Niger sur la problématique de la désertification et ses effets collatéraux. En effet, selon Madame Monique BARBUT, si pour les Burkinabè la désertification est une réalité quotidienne, dans certaines parties du monde, elle n'est pas bien perçue, notamment en ce qui

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8

concerne son lien avec un autre phénomène, à savoir la migration. Elle dit attendre des hommes politiques du Burkina Faso qu'ils deviennent les porte-parole de l'Afrique au niveau mondial sur ces questions-là. « Qu'ils osent véritablement interpeller la communauté internationale en disant qu'il n'y aura pas de

règlement de la question migratoire si vous ne nous aidez pas à stabiliser nos populations dans nos villages », a-t-elle fait comprendre.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

Brève

La Chine Taïwan offre du « matériel militaire » au Burkina d'une valeur de près de 300 millions de FCFA

La république de Chine Taïwan a fait un don de matériel de protection militaire d'une valeur de près de 300 millions de FCFA, (Somme exacte : 258 651 297 FCFA). Le don est composé de 500 gilets pare-balles et 500 casques balistiques.

Le matériel de protection militaire donné aux forces armées nationales par la république de Chine Taïwan est composé de 500 gilets pare-balles et de 500 casques balistiques. Selon l'ambassadeur de la Chine Taïwan Cheng-Hong SHEN : « C'est pour renforcer les capacités des forces armées nationales burkinabè. Je peux vous assurer que dans ce domaine de coopération militaire, on va toujours faire notre maximum pour accompagner l'armée burkinabè à assurer la sécurité des citoyens burkinabè ».

Ce don de matériel de



protection militaire témoigne d'une coopération excellente entre la Chine Taïwan et le Burkina Faso selon le chef d'Etat-major général adjoint des armées Théodore Palé. Il a confié : « La coopération va très bien. Depuis plusieurs années, nous sommes soutenus à très grande hauteur par la république de Chine Taïwan. Les hélicoptères, les équipements, nous avons un champ de tir tout nouveau que nous allons réceptionner

à Kamboinsin. Nous avons beaucoup de réalisation sur le centre de formation des Opérations de Soutien à la Paix (OSP). Vraiment c'est une coopération excellente pour les forces armées nationales ».

Source Oméga fm

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

**Discours de Son Excellence
Monsieur Roch Marc Christian KABORE,
Président du Faso à l'occasion de la célébration de la
journée mondiale de lutte contre la désertification au
Burkina Faso**

Région du C centre



Monsieur Roch Marc Christian KABORE, prononçant son discours à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de lutte contre la désertification au Burkina Faso.

Burkina Faso
Discours de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso
À l'occasion de la célébration de la journée mondiale de lutte contre la désertification au Burkina Faso Ouagadougou, le 15 juin 2017

**C O N T R I B U T I O N
 PREVUE DETERMINEE
 AU NIVEAU NATIONAL (CPDN)
 AU BURKINA FASO**
Juin 2017

Excellence, Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République du Mali
 Excellence, Monsieur Mahamadou ISSOUFOU, Président de la République du Niger
 Monsieur le Premier Ministre
 Monsieur le Représentant du Président de l'Assemblée nationale
 Monsieur le Président du Conseil constitutionnel
 Mesdames et Messieurs les Présidents d'Institution
 Madame la Secrétaire Exécutive de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification

Eminence le Cardinal Philippe OUEDRAOGO
 Autorités coutumières et religieuses
 Mesdames et Messieurs les Ministres
 Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs de missions diplomatique et consulaire
 Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations internationales et interafricaines
 Distingués invités
 Mesdames et Messieurs

Le Burkina Faso s'honore d'accueillir la cérémonie commémorative de la journée mondiale de la lutte

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10

contre la désertification, proclamée le 17 juin 1994, au terme de la résolution 49/115 de l'Assemblée générale des Nations Unies. C'est un moment fort et historique pour mon pays et une grande fierté pour le continent africain dans son ensemble. Cette commémoration nous rappelle les dangers de la désertification, de la dégradation des terres, de la sécheresse dans le monde et les efforts à consentir pour y faire face. Ce n'est en effet un secret pour personne, que ces fléaux menacent la survie des populations du monde et principalement celles d'Afrique saharienne et sub-saharienne.

Messieurs les Chefs d'Etat Distingués personnalités Mesdames et Messieurs

Vaincre une nature de plus en plus hostile nécessite une mobilisation à tous les échelons et une solidarité internationale agissante. C'est pourquoi, je salue et apprécie hautement la présence à mes côtés en dépit de leurs calendriers chargés, des Présidents Ibrahim Boubakar KEITA du Mali et Mahamadou ISSOUFOU du Niger. Merci chers frères pour votre solidarité réaffirmée et votre engagement dans la lutte contre la désertification et la sécheresse.

Au-delà des relations fraternelles et amicales entre nos peuples, vos leaderships respectifs dans le combat que nous menons au sahel contre les adversités de la nature consolident davantage nos liens et notre commune volonté de relever les défis qui se dressent devant nous. A vous, Madame Monique

BARBUT, Secrétaire Exécutive de la Convention des Nations Unies pour la Lutte Contre la Désertification, nous exprimons notre profonde gratitude pour le combat que vous menez en faveur des communautés rurales et pour la survie de notre planète. Le Burkina Faso vous dit également merci pour cette marque de considération et la confiance placée en lui pour abriter cet évènement mondial au nom du continent africain. C'est le lieu pour moi de rendre un hommage à Monsieur Hama Arba Diallo, grand artisan de cette Convention qu'il a su incarner avec conviction pendant de longues années, en qualité de Secrétaire Exécutif. C'est en reconnaissance de cette action que le Gouvernement a fait baptiser une rue en son nom ce jour même à Ouagadougou, pour perpétuer sa mémoire et inspirer les générations futures. Messieurs les Chefs d'Etat Honorables invités Mesdames et Messieurs

Les tendances actuelles de la dégradation des terres, de la désertification et de la sécheresse sont préoccupantes. Les tempêtes de sable, la faible productivité des terres et la perte de biodiversité ne sont que quelques-unes des conséquences qui menacent l'avenir de l'humanité. Chaque année, 12 millions d'hectares de terres productives sont perdues à l'échelle mondiale, avec, entre autres, le déplacement de familles vers les régions plus humides, les migrations, le chômage des

Jeunes, le terrorisme et j'en passe. Le changement climatique risque d'accélérer ces phénomènes et d'en amplifier les effets, notamment dans les zones arides, qui représentent environ un quart de la surface terrestre.

Messieurs les Chefs d'Etat Honorables invités Mesdames et Messieurs

Le thème choisi cette année pour la Journée Mondiale de Lutte Contre la Désertification et la Sécheresse est donc fort à propos : « Notre Terre, Notre Maison, Notre Futur ». Ce thème évocateur appelle notre conscience et notre responsabilité individuelle et collective à considérer la terre productive comme la mère nourricière du monde. Sans terre, pas de vie et sans vie, pas d'avenir. Il nous interpelle également sur le triptyque « Soutenabilité, Stabilité et Sécurité » dans la sous-région et en Afrique. Ces concepts sont

intimement liés et indissociables. Il est incontestable que la stabilité des nations est liée à la sécurité des personnes et de leurs biens, rien de durable ne pouvant à l'évidence se construire dans l'instabilité et dans l'insécurité.

Distingués personnalités Mesdames et Messieurs

L'Agenda 2030 pour le Développement Durable adopté en 2015 par l'Assemblée générale des Nations Unies, a invité les Etats à lutter contre la désertification, à restaurer les terres et les sols dégradés, y compris les terres affectées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et à s'efforcer d'aboutir à

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

un monde sans dégradation des terres à l'horizon 2030. C'est pourquoi, la 12ème Conférence des Parties (COP12) de la Convention tenue à Ankara en Turquie en Octobre 2015 a pu adopter le concept de « Neutralité de la Dégradation des Terres (NDT) ». Faisant suite à cette décision de la COP12, le Burkina Faso a adhéré formellement en mars 2016 au Processus NDT, et s'attèle à définir des cibles nationales devant aboutir à la neutralité en matière de dégradation des terres à l'horizon 2030. L'approche NDT, outre qu'elle constitue une porte d'entrée pour la mise en œuvre de la synergie des trois conventions de Rio, contribuera également et de manière significative à l'atteinte des objectifs de Développement Durable.

Du reste, mon pays a intégré dans le scénario tendanciel de son document de Contribution Déterminée Nationale la restauration et l'aménagement de 5,055 millions d'ha de terres dégradées à l'horizon 2030. Cela correspond à 55% de la superficie totale actuelle des terres dégradées du pays, et permettrait de nourrir près de 6 millions de personnes supplémentaires à l'horizon 2030.

Excellences,
Distingués Invités

En tant qu'Etat-Partie à la Convention des Nations Unies pour la Lutte Contre la Désertification depuis 1995, le Burkina Faso a consenti, au cours des trente dernières années des efforts importants en matière de Gestion durable des terres et de lutte contre la sécheresse.

Mesdames et Messieurs

Le Projet « Promouvoir la gestion durable des terres dans les zones sujettes à la migration en Afrique de l'Ouest à travers des mécanismes de financement novateurs », mis en œuvre entre 2014-2016 au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal est un bel exemple. Il a été financé par le Gouvernement de l'Italie et opérationnalisé conjointement par le Mécanisme Mondial de la Convention des Nations Unies pour la Lutte

Contre la Désertification et l'Organisation Internationale pour les Migrations. Les réalisations en faveur de la neutralité de la dégradation des terres ne pourraient réussir sans l'implication et la participation active de tous les acteurs : gouvernement, communauté scientifique, société civile, partenaires techniques et financiers, mais surtout populations locales, car ce sont elles qui vivent au quotidien les affres de la sécheresse, de la dégradation des terres et des eaux.

Excellences,
les Distingués
Messieurs et Messieurs
Présidents invités
Lutter contre la sécheresse et la désertification, c'est assurer l'avenir de l'Humanité toute entière. Il s'agit donc d'une responsabilité commune, c'est pourquoi la coopération internationale doit être effective. En particulier, nous devons ensemble développer des technologies vertes intégrées et partager nos connaissances pour promouvoir et mettre à l'échelle les bonnes pratiques de gestion durable des terres ; mais au-delà des technologies, il nous

faut également et surtout des financements innovants au niveau international, régional et national.

Madame la Secrétaire exécutive
Mesdames et Messieurs

Depuis ce matin vous êtes en réflexion sur les 3S à travers le colloque ministériel de haut niveau inscrit au programme de cette journée commémorative. Je voudrais vous féliciter et vous traduire toute ma satisfaction et celle de mes pairs pour le travail abattu et les conclusions auxquelles vous êtes parvenus. L'appel à l'action de Ouagadougou sur les emplois liés à l'exploitation des terres en Afrique que nous venons d'entendre est un résumé quasi-exhaustif de l'actualité mondiale et singulièrement du continent africain. C'est pourquoi au regard du contenu de l'appel de Ouagadougou, Nous, Chefs d'Etat du Burkina Faso, du Mali et du Niger, de concert avec Nos Pairs de la sous-région, prenons l'engagement d'œuvrer à la promotion de partenariats régionaux et mondiaux pour l'investissement dans la réhabilitation et la gestion durable des terres à toutes les tribunes d'échanges que nous aurons. Le renforcement de la coopération internationale reste indispensable car les effets collatéraux de la dégradation des terres sont non maîtrisables et concernent la communauté mondiale toute entière.

Ensemble, faisons reculer la désertification !

Je vous remercie.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Audience : l'Ambassadrice de Cuba reçue en audience par le Ministre Alkassoum MAÏGA

Région du Centre



A sa sortie d'audience, Ana Maria CHONGO a dit toute sa joie d'avoir été reçue par le Ministre Alkassoum MAÏGA.

Le ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, le Pr Alkassoum Maïga a reçu, en audience à son cabinet, le vendredi 9 juin 2017, Son Excellence Ana Maria CHONGO, Ambassadrice de la République de Cuba au Burkina Faso.

A sa sortie d'audience, Ana Maria CHONGO a dit toute sa joie d'avoir été reçue par le Ministre Alkassoum MAÏGA.

Selon son Excellence, sa visite a servi d'occasion pour discuter et apporter des solutions concernant certains volets de la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Elle a affirmé que son pays entretient depuis des années des relations étroites avec le Burkina Faso dans le domaine de l'enseignement supérieur de la recherche scientifique et de l'innovation.

Son Excellence a avoué que des bourses seront octroyées aux étudiants Burkinabè dans les

années à venir. Très heureuse de constater que les étudiants Burkinabè sont les meilleurs dans toutes les disciplines de l'Enseignement Supérieur à Cuba, l'Ambassadrice a souhaité recevoir plus d'étudiants Burkinabès dans son pays.

DCPM/MESRSI

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Conférence publique sur la sécurité routière

Région des Hauts Bassins



L'Office National de la Sécurité Routière a organisé ce jour 15 juin 2017, une conférence publique dans la salle de conférence de l'École Nationale des Enseignants du Primaire (ENEP) de Bobo-Dioulasso.

L'Office National de la Sécurité Routière a organisé ce jour 15 juin 2017, une conférence publique dans la salle de conférence de l'École Nationale des Enseignants du Primaire (ENEP) de Bobo-Dioulasso. Placée sous la présidence de monsieur le Gouverneur de la Région des Hauts-Bassins représenté par Conseiller technique, monsieur Inoussa Bélem, cette conférence a eu pour thème « la problématique de la sécurité routière au Burkina Faso. L'objectif de la conférence publique est de mettre en exergue la problématique de la sécurité routière dans la ville de Bobo.

A l'issue de la conférence, les participants ont formulé



Au cours de la conférence, une analyse diagnostique des comportements à risque d'accidents, en vue de proposer une stratégie appropriée de lutte contre l'insécurité routière a été faite.

La suite à la page 15

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14



A l'issue de la conférence, les participants ont formulé des recommandations.

des recommandations. Au cours de la conférence, une analyse diagnostique des comportements à risque d'accidents, en vue de proposer une stratégie appropriée de lutte contre l'insécurité routière a été faite. Dans cette optique, trois communications ont été présentées. Elles ont porté sur les sous-thèmes « protection d'un accident de la circulation et alerte de secours », « vitesse et sécurité routière », et « la mise en œuvre de la limitation de vitesse sur les véhicules de transport routier ». La quasi-totalité des accidents de la circulation routière sont dus à une faute ou un mauvais comportement de l'homme tel que les excès de vitesse, la conduite sous l'effet de l'alcool ou de la fatigue, l'utilisation du téléphone portable en circulation, la violation flagrante de la

signalisation routière, le transport mixte par les tricycles... Dans le souci de juguler cette délinquance routière, plusieurs initiatives ont été entreprises dont l'organisation des conférences publiques. Nous assistons depuis des années à une crise généralisée de l'insécurité routière qui se caractérise par la fréquence et la gravité des accidents de la circulation routière. De 2014 à 2016, le Burkina Faso a enregistré 57138 accidents de la circulation qui ont occasionné 46883 blessés et 2756 tués, soit une moyenne de 919 tués par an. En dépit d'une tendance à la baisse du nombre de tués ces trois dernières années, qui est passé de 954 en 2014 à 950 en 2015, puis 852 en 2016, notre pays est loin de l'objectif de réduction de moitié du nombre d'accidents et de 25% du nombre de tués à l'horizon 2020 tel que défini

dans le plan d'action national de sécurité routière 2011-2020. « Les accidents de la circulation sont tellement courant dans les rues et sur les routes du Burkina Faso, qu'au-delà des campagnes d'information, de formation, de sensibilisation et de contrôle-sanction, il convient d'inciter chaque citoyen à une prise de conscience de l'ampleur des ravages causés par ce fléau », a dit le représentant du Gouverneur.

Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle (DCPM).

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Sécurité routière à Bobo-Dioulasso : Des cas de chauffeurs qui font le transport en commun avec le permis « C »

Région des Hauts Bassins



La sortie foraine du mercredi 14 juin 2017 à la gare de Lafiabougou à Bobo-Dioulasso dans le cadre de la Semaine Nationale de la Sécurité Routière a drainé du monde.

La sortie foraine du mercredi 14 juin 2017 à la gare de Lafiabougou à Bobo-Dioulasso dans le cadre de la Semaine Nationale de la Sécurité Routière a drainé du monde. Cette cérémonie qui connut la présence de plusieurs responsables de la sécurité routière a été riche en enseignements. Le jeu de questions-réponses savamment mené par les animateurs de l'ONASER a permis de découvrir que dans notre pays, des chauffeurs-routiers font le transport en commun avec le permis « C » qui, en principe, sert au transport de marchandises.

La Semaine Nationale de Sécurité Routière à Bobo a connu la participation du Président du Conseil d'Administration (PCA) de l'ONASER, monsieur Jean-Claude Zongo, du Directeur Général (DG) de l'ONASER, monsieur Mamadou Ouattara, du Directeur Régional des Transports et de la Mobilité Urbaine (DRTMU), monsieur Ludovic Ouédraogo, du Directeur de la Mobilité Urbaine de la commune de Bobo-Dioulasso et des responsables des transporteurs et des chauffeurs routiers.

Pour le PCA de l'ONASER, en plus de donner des informations sur la sécurité routière, cette séance

de sensibilisation doit jouer sur notre conscience. C'est en cela que l'on reconnaîtra le succès de la semaine. Et c'est un DG de l'ONASER très ému qui a remercié non seulement les animateurs de la sensibilisation, mais également la population pour sa mobilisation. « Les accidents de la circulation, compte tenu de leur ampleur, sont devenus un problème de santé publique au Burkina Faso, du fait principalement de l'homme. C'est ensemble que nous devons nous engager à diminuer très considérablement ce phénomène », a dit le Directeur Général de l'ONASER, Mamadou OUATTARA. Il est revenu sur le port du casque pour les motocyclistes et le port

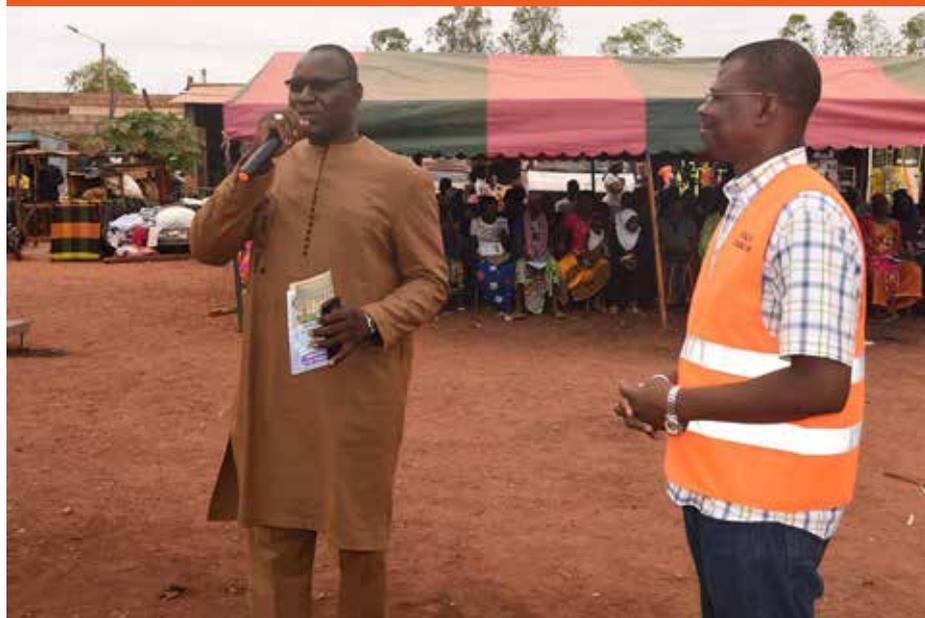
La suite à la page 17

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16



Pour le PCA de l'ONASER, en plus de donner des informations sur la sécurité routière, cette séance de sensibilisation doit jouer sur notre conscience.



« Les accidents de la circulation, compte tenu de leur ampleur, sont devenu un problème de santé publique au Burkina Faso, du fait principalement de l'homme. C'est ensemble que nous devons nous engager à diminuer très considérablement ce phénomène », a dit le Directeur Général de l'ONASER, Mamadou OUATTARA.

de la ceinture de sécurité pour les passagers d'un véhicule, l'utilisation du gaz butane par les taximen et le transport de passagers par les tricycles.

Le Directeur Régional des Transports et de la Mobilité Urbain a insisté sur l'apprentissage du code de la route par tous les citoyens car, a-t-il soutenu,

l'ignorance du code de la route est l'une des causes des accidents de la circulation qui endeuillent quotidiennement nos familles. Les sapeurs-pompiers ont appris comment utiliser l'extincteur aux usagers, et en bonus, les soldats du feu ont fait une démonstration de l'extinction du gaz butane à l'attention des femmes. Cette technique, simple et pratique, consiste à toujours garder son sang-froid et au lieu de perdre un temps précieux à attendre les sapeurs-pompiers, à mouiller une serpillière en cotonnade et de frapper l'origine de la flamme. Cette démonstration a été beaucoup applaudie par l'autre moitié du ciel.

Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle (DCPM).

FAIS DIVERS



Nous sommes à la fin de la session du BEPC 2017. Voici quelques perles relevées sur les copies de français de certains candidats qui ont composé dans le centre de Ouagadougou au Burkina Faso

V O C A B U L A I R E

1-Expliquez les expressions suivantes tirées du texte

-Mordre la poussière : manger la terre, avoir du sable dans la bouche, manger la terre, avaler la poussière, sucer la poussière, la bouche pleine de poussière

-Favori des filles : l'occasion des filles, poils des filles

-fringant homme : homme malade, homme pauvre

-Bas quartiers : des vagabonds du quartier, les prostitués des quartiers, quartier de prostitués, fille du quartier, quartier des œuvrés, prostituées moins chères, quartier inférieur par sa valeur et par sa statut sociale, quartier notie.

-se surinfecter : se désinfecter, se mondialiser

2-Décomposez l'adverbe « particulièrement »

Réponse 1 : Racine : parti, Préfixe : culière, Suffixe : ment

Réponse 2 : Préfixe : par, Racine : ticulière, Suffixe : ment

Réponse 3 : Préfixe : parti, Racine : culié, Suffixe : rement

BONNE REponse : On a : Racine : particulière et Suffixe : ment

3-A l'aide d'un suffixe, trouvez un adjectif dérivé de chacun des verbes suivants :

-Eviter : evitage, evitation

-Pouvoir : epouvantable, pouvantable, pouvable, pouvoyant, pouvage, pouvoyable, pouvoivable, p o u v o i b l e m e n t , pouvoirable, eprouvement

-Détester : detestement, d e t e s t i n a b e

-Voir : visable, verable, voirable, voitionel, voiage

4-Trouvez un nom dérivé de chacun des mots suivants :

-Voulut : voulon, vouloyance, voulutation, voulant, un voueur, vesperal, voudreur, voulateur, revolution

-Recevoir:recevation,recevrance

5-Donnez un antonyme de chacun des mots suivants :

-discret # bruité

-fréquents # defrequents, infréquents

-innocents # nocents, nocenter, desinnocent

6-Trouvez quatre mots de la même famille que chacun des mots suivants :

-vivre : viral, vivrestre, invive,

vivratoire, vibreuse, vibration, vivrable, vivoir, vieille, virer, visible, visiblement, vigile, vivaliser, vivalisation

-progrès : progresstable, progretiviter, progressiter

7-Eviter, contaminer, cuisinier, dévier, visiter, écouter .

Trouvez l'intrus dans la liste ci-dessus et justifiez votre réponse.

Réponse 1 : L'intrus est cuisinier car il ne s'écrit pas comme sa

Réponse 2 : L'intrus est cuisinier car on ne peut pas cuisiner une maladie

Réponse 3 : L'intrus est cuisinier car il ne fait pas partie de la maladie

Réponse 4 : L'intrus est cuisinier car il n'a pas le même sens que les autres mots

Réponse 5 : L'intrus est cuisinier car dans le texte on ne parle de ni nourriture, ni fête, ni battême

Réponse 6 : L'intrus est cuisinier car il n'a pas sa place dans les mots ci-dessus

Réponse 7 : L'intrus est écouter car il ne fait pas partie des phénomènes qu'une maladie peut apporter.

Source Burkina 24

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Coordinateur/trice Administratif et Logistique

Description

C o n t e x t e

Le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) est une organisation humanitaire, non-gouvernementale, à but non-lucratif fondée en 1956 qui opère dans plus de 30 pays dans le monde. Le but de DRC est de protéger les populations réfugiées et déplacées contre les persécutions et promouvoir des solutions durables au problème de la migration forcée, sur la base des principes humanitaires et des droits de l'homme. Le travail de DRC se fait en accord avec les conventions de Nations-Unis sur les réfugiés et le code de conduite du CICR et des ONG d'aide humanitaire.

La protection et l'assistance aux populations affectées par les conflits sont apportées dans une approche régionale, à long-terme et basée sur les droits afin de constituer une réponse cohérente et efficace aux défis d'aujourd'hui. Au-delà de la réponse immédiate d'urgence, le soutien aux retournés et au rapatriement, la promotion de solutions pérennes aux causes de déplacement fait partie intégrante du travail de DRC.

DRC au Mali

DRC est présent au Mali depuis 2013, avec trois bases terrains à Mopti, Gao et Tombouctou, et un bureau en capitale à Bamako. L'unité de réduction de la violence armée de DRC, le Groupe Danois de Déminage,

est également présent dans le pays et partage les mêmes bureaux. Les activités se concentrent sur les secteurs de la résilience, la cohésion sociale, le développement des moyens d'existence, la sécurité alimentaire et la protection. Les principaux bailleurs sont Danida, ECHO, SDC et l'Union Européenne, pour un portefeuille d'environ 6 millions d'euro.

Le poste

Le/a Coordinateur/trice des Services Support pilote, manage et supervise l'ensemble des services support (administratifs, financier, ressources humaines et logistiques) de la mission, et s'assure que ces services sont à même de remplir leur tâche. Il/elle apporte son expertise et son soutien technique aux bases avancées sur ces thématiques, et sera prêt/e se déplacer régulièrement. Il/elle est en charge de s'assurer que la mission remplit ses engagements contractuels auprès de ses bailleurs sur les questions financières et administratives.

Tâches et Responsabilités

Finance/Administration

En supervision directe de l'équipe financière, administrative et ressources humaines du bureau de Bamako:

S'assure de l'existence et de la mise à jour des systèmes d'informations, incluant les outils de planification budgétaires, de contrôle des dépenses, et de la coordination de ces outils avec les dépenses liés à l'implémentation des projets.

En charge de la supervision, de l'audit et du contrôle de l'implémentation des mesures correctives liés aux standards DRC pour les services supports. Ceci inclus les rapports financiers pour DRC et ses partenaires au bureau régional, les rapports financiers aux bailleurs, la gestion de la trésorerie et des caisses, le suivi des rapports financiers aux autorités maliennes.

S'assure de la mise en conformité des procédures de la mission avec les politiques DRC et les contrats bailleurs.

Supervise l'élaboration et les mises à jours des fichiers des ressources humaines (contrats, code de conduite, fiches de poste...).

Organise la revue annuelle du staff, en coordination avec l'ensemble des équipes.

S'assure que la mission suive le cadre légal malien, et offre son support sur toutes les questions légales, notamment pour les questions de taxes et de code du travail.

Soutien les équipes opérationnelles en leur fournissant des suivis budgétaires, et suit lui/elle-même le suivi budgétaire pour le budget support de la mission. Participe aux revues trimestrielles et ad-hoc, et propose des mesures correctives le cas échéant.

L o g i s t i q u e

En supervision directe de l'équipe logistique:

La suite à la page 18

JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

Management des systèmes logistiques, incluant le management de la flotte de véhicules, des stocks, les achats, les communications, les douanes.

S'assure que les procédures logistiques standard DRC sont maintenues, ainsi que les règles bailleurs spécifiques éventuelles.

S'assure que les politiques DRC de lutte contre la fraude et la corruption sont mises en place et suivies scrupuleusement.

Développera une approche stratégique pour l'approvisionnement, en utilisant les meilleures pratiques pour s'assurer que les achats soient délivrés à temps aux projets et à la meilleure qualité/prix.

S'assurera qu'un système centralisé de suivi des actifs est maintenu, et que les actifs opérationnels soient correctement enregistrés selon les standard DRC.

Supervise l'ensemble des bâtiments de DRC dans le pays, et l'équipe logistique dans la gestion de l'accès à la communication, de l'électricité et de l'eau., S'assure que les bâtiments sont correctement sécurisés en coordination avec le conseiller sécurité

Supervise la gestion de la flotte de véhicules et en assure le bon usage, incluant la supervision des chauffeurs et de leurs bonnes pratiques, la maintenance des véhicules, et le suivi de leur consommation en carburant.

Assure le transport des biens et des personnes par terre, mer et air, en lien avec les budgets

et en suivant les règles de bonnes pratiques pour assurer un transport répondant à la fois aux règles de sécurité DRC et à une meilleure gestion des coûts.

Management des équipes

Assure le développement des ressources humaines, incluant le développement des capacités des équipes nationales et la mise en place d'un plan de mobilité sur le long-terme.

Reverra régulièrement la grille des salaires afin de s'assurer que DRC reste une organisation compétitive dans son recrutement au Mali.

Soutien les équipes dans le recrutement, et s'assure que celui-ci s'opère dans le cadre légal du code du travail malien.

Supervise l'ensemble des tâches administratives liées à la gestion du personnel. Viens en conseil aux équipes pour les soutenir sur les questions administratives.

S'assure que le système Homère est correctement utilisé.

Assure l'intérim du Directeur Pays en son absence.

R e p o r t i n g

S'assure de la qualité des rapports couvrant l'ensemble des domaines administratifs, financiers et logistiques délivrés en interne afin d'assurer le bon pilotage de la mission.

En charge de s'assurer que les rapports financiers bailleurs sont remis dans les **délais**

impartis des contrats.

Profil Recherché

Un diplôme en finance ou en management.

Une expérience d'au-moins deux ans à un poste équivalent dans une organisation de solidarité internationale.

Expérience préalable de travail sur des projets avec l'Union Européenne, SDC, ECHO, USAID. Expérience préalable avec Danida serait un plus.

Expérience dans le développement de capacité d'une équipe nationale au travers des formations, de la gestion de performance, et plans de développement.

Excellente capacité à travailler en équipe et dans un environnement profondément multiculturel.

Volonté de défendre les valeurs et principes de DRC.

Français parlé et écrit, avec de fortes capacités rédactionnelles. L'anglais est un plus.

Expérience préalable en Afrique de l'Ouest, notamment le sahel et/ou le Mali, sont un plus.

Informations pratiques

Poste basé à Bamako au Mali

Niveau de classification et de rémunération du poste: A10 – pour plus d'information sur les salaires et les conditions d'emplois veuillez consulter

La suite à la page 19

JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

la section "vacancies" –
<https://drc.ngo/about-drc/vacancies/current-vacancies>

Durée du contrat: 12 mois

Début souhaité de prise de poste: Au plus vite

Pas de statut Famille

RnR cycle de 12 semaines

A n n o n c e

Date de fermeture de l'annonce: 21 Juin 2017

Seules les candidature reçues directement via le site internet

de DRC seront considérées.

Ville B a m a k o

Fonctions Organisation, Administration

Activités Economie, Administration, Mécanique, Humaines

Pays Afrique, Mali

Contrat C D D

Email de la personne contact cd-mali@drc.dk

Postuler en ligne <https://>

candidate.hr-manager.net/ApplicationInit.aspx?cid=1036&ProjectId=148048&DepartmentId=19040&MediaId=5

Date de fin de validité 21/06/2017



Avis de recrutement

Poste: Coordinateur Finance / RH / Admin – RCA

Description

Pays : RCA – poste basé à Bangui, avec des déplacements en province

Durée : contrat de 7 à 9 mois renouvelable

Prise de poste : dès que possible

Conditions : contrat salarié, salaire mensuel brut de 1 800 à 2 300 € selon expérience, per diem mensuel 580 €, prise en charge d'une couverture médicale à 100% + assurance rapatriement + prévoyance, prise en charge du logement et du transport international et local dans le

cadre de la mission, repos tous les 3 mois. Plus d'informations sur www.trianglegh.org, rubrique "Participer".

Possibilité de départ en famille : non.

Présentation de TGH

"Acteur d'une solidarité durable et partagée"

Créée en 1994, Triangle Génération Humanitaire, association française de solidarité internationale basée à Lyon, élabore et met en œuvre des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement dans les domaines de l'eau, de l'hygiène

et de l'assainissement, du génie civil, de la sécurité alimentaire et du développement rural, du socio-éducatif et du psychosocial. TGH travaille actuellement dans 10 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et du Moyen-Orient.

C o n t e x t e

Considérée comme l'un des pays les plus pauvres et instables au monde, la République Centrafricaine (RCA) traverse la crise humanitaire la plus grave depuis son indépendance en 1960. Suite au coup d'Etat du 24 mars 2013, les changements successifs de régime ont contribué à une escalade des violences intercommunautaires,

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

multipliant les violations des droits de l'homme, les déplacements massifs de population, la destruction de biens et la perte des moyens de subsistance pour la population. En octobre 2016, 2,2 millions de personnes avaient encore besoin d'assistance, soit quasiment la moitié de la population globale. Le bilan humanitaire reste donc préoccupant, avec environ 400 000 personnes déplacées internes et 473 400 réfugiés centrafricains dans les pays voisins (Cameroun, Congo, Tchad, RDC) depuis décembre 2013.

La crise de 2013 a provoqué l'effondrement d'infrastructures socio-économiques déjà faibles, et l'absence des services sociaux de base est quasiment totale. L'élection du nouveau président Faustin-Archange Touadéra en février 2016 dans un climat politique apaisé, et la récente mise en place d'un Plan de relèvement et de consolidation de la paix, ont suscité certains espoirs dans le pays. Cependant, le redéploiement des services de l'Etat peine à se concrétiser. La situation sécuritaire conduit à une détérioration de la situation des enfants dans le pays, déjà affectés par des services de santé limités, des taux de malnutrition infantile alarmants, la fermeture de nombreuses écoles et le recrutement forcé par des groupes armés (UNICEF).

Faisant face à la volatilité du contexte sécuritaire, la MINUSCA, opération multidimensionnelle des Nations Unies, est notamment en charge

de la protection des civils, de la facilitation de l'aide humanitaire et du soutien au processus de transition. Depuis le début de l'année 2016, la MINUSCA a entamé son programme de démobilisation, désarmement et réinsertion (DDR) afin d'appuyer le renforcement des capacités des autorités locales. Les forces françaises Sangaris se sont progressivement désengagées, au profit des forces armées centrafricaines.

Présentation de la mission

TGH a débuté son action en RCA en 2007 pour soutenir les réfugiés du Darfour, dans la préfecture de la Vakaga. Aujourd'hui, l'association intervient en Vakaga dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, ainsi que de l'éducation. TGH reste ainsi l'une des deux seules organisations présentes de manière continue dans cette région marginalisée et excentrée. Les projets qu'elle met en œuvre dans la préfecture sont notamment financés par le FH (Fonds Humanitaire), l'UNICEF, la FAO et le Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire.

Parallèlement, l'association s'impose depuis 2011 comme l'un des acteurs humanitaires majeurs de la préfecture de la Ouaka, où elle mène différents projets dans les secteurs de la sécurité alimentaire et du développement rural, de l'eau, de l'hygiène et l'assainissement (EHA) et de l'éducation. Surtout,

elle assure aujourd'hui une assistance d'urgence aux populations déplacées et aux communautés hôtes, dans la ville de Bambari, dans l'ensemble des camps de déplacés autour de Bambari ainsi que dans la ville de Ngakobo. Les projets que TGH met actuellement en œuvre sont appuyés par des partenaires financiers tels que ECHO, la FAO, l'AFD ou encore le PAM.

A Bangui, où le phénomène des enfants des rues (EDR) connaît une progression alarmante, les services de l'antenne mobile mis en place depuis 2014 par TGH garantissent aux enfants un accès à des services socio-éducatifs et médicaux de base, et participent au processus de réunification familiale et de placement en famille d'accueil. Dans le cadre d'un projet multi-pays financé en partie par l'AFD, TGH travaille actuellement en lien avec les acteurs institutionnels de la protection de l'enfance sur ces thématiques de prise en charge des enfants vulnérables qui se retrouvent en situation de rue.

La mission est financée à hauteur de 3.5 millions d'euros. L'équipe actuelle est composée d'une quinzaine de personnels expatriés et d'environ 90 personnels nationaux, répartis sur les différentes bases opérationnelles (Bangui, Bambari, Tiringoulou et Birao).

P o s t e

Le Coordinateur administratif assure le bon fonctionnement de l'administration et la bonne

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

gestion des fonds de la mission et des ressources humaines. Il/elle est le garant du respect des règles et procédures.

Le Coordinateur administratif travaille sous la responsabilité du Chef de mission et en collaboration avec le Chargé de gestion basé au siège. Il/elle supervise directement un administrateur expatrié basé à Bangui et assure un lien fonctionnel étroit avec l'administrateur expatrié basé à Bambari qui est sous la supervision directe du Coordinateur terrain. Il/elle assume les responsabilités principales suivantes :

F I N A N C E

Garantir la bonne utilisation des fonds, en conformité avec les contrats de financement, dans le respect des procédures internes ainsi que des règles des bailleurs de fonds, en lien avec la coordination logistique

Gérer et suivre l'ensemble des budgets

Coordonner et finaliser l'élaboration des nouveaux budgets liés aux propositions de projets

Tenir à jour le tableau d'affectation de la mission

Etablir les rapports financiers

Assurer le suivi des contrats bailleurs et des versements

Superviser les dépenses et la tenue de toutes les caisses de la mission

Centraliser et vérifier les comptabilités de la mission

Gérer l'ensemble de la trésorerie de la mission et préparer les demandes d'approvisionnement

Fournir des outils de gestion financière aux chefs de projet, au chef de mission, au siège et aux administrateurs

Préparer et accompagner les audits liés aux projets

A D M I N I S T R A T I O N

S'assurer que TGH travaille en conformité avec les lois centrafricaines en vigueur

S'assurer du bon archivage des pièces comptables et administratives

Tenir à jour un tableau récapitulatif de tous les contrats (locations, achats, etc.), et assurer leur bon archivage

Participer à l'élaboration des appels d'offre et mettre en place les procédures administratives qui y sont liées

Former les équipes administratives à la bonne application de l'ensemble des procédures internes

Briefer chaque nouvel expatrié sur l'organisation et les procédures administratives

S'assurer du suivi des dossiers juridiques, en lien avec le conseiller juridique de TGH et le chef de mission

RESSOURCES HUMAINES

S'assurer que la politique RH

définie par TGH et l'ensemble des procédures liées aux ressources humaines sont connues et respectées par l'équipe nationale et expatriée

S'assurer que le cadre de gestion des ressources humaines respecte le droit du travail centrafricain, et proposer des adaptations si nécessaire

Maintenir de bonnes relations avec l'inspection du travail et la médecine du travail

Assurer la mise à jour régulière du règlement intérieur

Proposer des adaptations pertinentes à l'organigramme de la mission et contribuer à sa mise en place (définition des profils de postes, etc) en lien avec le chef de mission et l'équipe de coordination.

Coordonner l'ensemble des recrutements effectués sur la mission

Centraliser les données liées à la gestion du personnel et superviser le suivi des contrats de travail et le paiement des salaires

Capitaliser les besoins en formation et participer à la mise en place de formation pour les employés nationaux

Soutenir techniquement les chefs de projets et coordinateurs dans la gestion de leurs équipes

COORDINATION INTERNE

Participer aux réunions de coordination interne à la mission et proposer des

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

adaptations pertinentes vis-à-vis du fonctionnement général de la mission.

Initier des réunions inter-départements ou inter-bases afin d'assurer le partage d'information sur les procédures, les informations administratives, financières ou liées aux ressources humaines sur la mission

Contribuer à l'élaboration de la stratégie annuelle

REPRESENTATION ET COORDINATION EXTERNE

Entretenir et développer de bonnes relations de travail ainsi qu'une bonne visibilité de l'association auprès des autorités civiles, bailleurs et des autres acteurs humanitaires

Représenter l'association dans les réunions de coordination admin inter-ONG

GESTION D'EQUIPE

Assurer une bonne coordination et une bonne communication interne, notamment par la tenue de réunions régulières avec l'équipe admin

Donner des retours au chef de mission et le cas échéant au chargé de gestion, sur les enjeux et problématiques soulevées par son équipe

Assurer la résolution des conflits au sein de l'équipe et tenir informé le chef de mission

R E P O R T I N G

Contribuer à la consolidation du rapport mensuel

Fournir un reporting régulier au chef de mission

Ces responsabilités pourront être revues en fonction des évolutions des besoins sur le terrain.

Conditions de sécurité, de travail, et de vie

Le contexte sécuritaire instable et volatile impose le respect de règles de sécurité parfois contraignantes. Les déplacements sur le terrain sont possibles mais nécessitent une analyse préalable, et les déplacements en ville ne sont en général pas sujets à restriction, sauf tension en ville. TGH est un acteur humanitaire connu et apprécié dans la zone.

A Bangui, les expatriés disposent de chambres individuelles dans deux maisons partagées situées sur une concession où se trouve également le bureau. Une connexion wifi est disponible sur toute la base.

Ville B a n g u i

Expériences / Formation du candidat

P r o f i l

Expérience d'au moins un an sur un poste d'administrateur en ONG indispensable

Bonne connaissance du milieu humanitaire (ONG, OI, UE...)

Maîtrise des outils informatiques (dont Excel et Word), connaissance de SAGA

Capacités à mettre en place et à dispenser des formations

Bonnes capacités rédactionnelles en français

Capacité et motivation pour vivre et travailler en équipe

Capacité à accepter un niveau de confort basique

Capacité à vivre et travailler dans un contexte sécuritaire instable

Fonctions A u t r e , Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités E c o n o m i e , Finance, Administration, Ressources Humaines

Pays Afrique, Centrafrique

Contrat C D D

Durée du contrat

Durée : contrat de 7 à 9 mois renouvelable

Prise de poste: dès que possible

Salaire / Indemnité

Conditions : contrat salarié, salaire mensuel brut de 1 800 à 2 300 € selon expérience, per diem mensuel 580 €, prise en charge d'une couverture médicale à 100% + assurance rapatriement + prévoyance, prise en charge du logement et du transport international et local dans le cadre de la mission, repos tous les 3 mois. Plus d'informations sur www.trianglegh.org, rubrique "Participer".

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

<p>Possibilité de départ en famille : non.</p> <p>Documents à envoyer</p> <p>Les candidats sont invités à envoyer un CV + lettre de motivation par courrier électronique à l'adresse suivante :</p>	<p>recrutement@trianglegh.org</p> <p>Nom de la personne contact</p> <p>Alexandra Bourdekas, Responsable RH</p> <p>Email de la personne contact</p> <p>recrutement@trianglegh.org</p>	<p>Date de fin de validité</p> <p style="text-align: center; font-weight: bold;">25 / 06 / 2017</p>
---	---	--



Avis de recrutement

Poste: CHEF DE MISSION – UKRAINE

Description

Pays : Ukraine – poste basé à Kramatorsk. Fréquents déplacements à Kiev et Donetsk

Durée : prise de poste entre juillet et début septembre 2017, jusqu' à fin décembre 2017, contrat renouvelable sous réserve de financements

Conditions : contrat salarié, salaire mensuel brut de 2300 € à 2500 € selon expérience, per diem mensuel 450 €, prise en charge d'une couverture médicale à 100% + assurance rapatriement + prévoyance, prise en charge du logement et du transport international et local dans le cadre de la mission, repos tous les 3 mois. Plus d'informations sur www.trianglegh.org, rubrique "Participer".

Possibilité de départ en famille : non.

Présentation de Triangle

Génération Humanitaire

"Acteur d'une solidarité durable et partagée"

Créée en 1994, TGH, association française de solidarité internationale basée à Lyon, élabore et met en œuvre des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement dans les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, du génie civil, de la sécurité alimentaire et du développement rural, du socio-éducatif et du psychosocial. TGH travaille actuellement dans 10 pays d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient.

C o n t e x t e

C'est après plusieurs mois de tensions entre Kiev et les séparatistes pro-russes que le conflit affectant la région du Donbass a débuté (avril 2014). En dépit du cessez-le feu signé en février 2015 et renouvelé en septembre, puis en décembre, les affrontements n'ont jamais

tout à fait cessé, blessés et morts continuant d'aggraver un bilan déjà lourd (9900 morts et 22 000 blessés selon le HCR, 02/17). La fréquence des violations du cessez-le-feu, ainsi que les maigres perspectives d'un règlement politique du conflit prochain, rendent probable la prolongation des difficultés auxquelles font face plus de 6 millions de personnes, personnes déplacées internes, résidents des zones sous contrôle séparatiste pauvrement approvisionnées ou personnes piégées dans la buffer zone, au sein desquelles les habitants des villages situés au milieu des lignes de défense, encore régulièrement bombardés, sont particulièrement affectés.

Les déplacés enregistrés, dont la majeure partie demeurent dans les régions limitrophes de la zone de conflit et plus spécifiquement dans les oblasts de Donetsk (543 265) et Lugansk (215 954, source IDMC, 08/15) sont assistés par les autorités ukrainiennes, par des organisations humanitaires

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

internationales et nationales mais aussi par des citoyens ou groupes de citoyens. Leur situation demeure cependant difficile, à défaut d'opportunité d'intégration sur leur lieu de déplacement et dû à l'érosion des mécanismes de solidarité dans un contexte économique national dégradé, qui génère une augmentation constante des prix des produits alimentaires et autres biens de première nécessité.

La situation des habitants de la buffer zone, dont est issue la majorité des personnes déplacées et dont les localités les plus proches du front demeurent exposées à des tirs d'artillerie, est globalement mieux connue, ce à quoi TGH a contribué à travers une première évaluation dès mars 2015, une seconde évaluation réalisée en juillet 2015 et une dernière en janvier 2016 qui a débouché sur le démarrage d'un projet dans la foulée. Si la stratégie de TGH à moyen terme inclut des interventions dans d'autres régions et types de problèmes, c'est dans la partie de cette région sous contrôle gouvernemental, où demeure un nombre de personnes estimé à 650 000, que se concentre son action actuelle. Les besoins y demeurent en effet très importants et moins couverts que dans les Raions et oblasts voisins. TGH y mène depuis Mars 2016 différents projets d'assistance humanitaire en besoins de base (produits alimentaires, produits d'hygiène) à travers une modalité de

coupons électroniques, en partenariat avec des épiceries locales situées dans les localités installées le long de la ligne de front. L'organisation dispose d'une bonne connaissance des besoins via les différents projets et évaluations menés, ainsi que des capacités pour intervenir immédiatement, grâce aux contacts pris et à son partenaire opérationnel national.

Présentation de la mission

La mission Ukraine est en phase de développement. Plusieurs évaluations ont été menées entre mars 2015 et janvier 2016, ayant conduit à la mise en œuvre de projets successifs depuis mars 2016.

TGH conduit aujourd'hui 3 projets d'assistance en besoins de base (produits alimentaires, produits d'hygiène) respectivement financés par le CDCS et UNICEF via un système de coupons électroniques qui ciblent les populations rurales sous contrôle gouvernemental de la zone tampon, dans l'est de l'Ukraine. Ces programmes sont mis en œuvre avec un partenaire national basé à Kramatorsk. TGH est activement impliqué dans une démarche de renforcement des capacités de ce dernier, l'accompagnant notamment à la mise en œuvre d'un 3e projet d'assistance en produits alimentaires financé par la Fondation du Pape pour l'Ukraine. Dans ce cadre, le partenaire national est présenté comme le porteur

du projet et TGH comme le partenaire affilié apportant un soutien administratif, financier et technique.

Jusqu'à présent, les bailleurs de fonds ont avant tout choisi une réponse d'urgence pour venir en aide aux populations qui se caractérise par une aide matérialisée (distribution physique de nourriture). L'approche choisie par TGH via un système de coupons électroniques s'inscrit dans une démarche de post urgence. Cette démarche, appréciée par les bailleurs, par les bénéficiaires et les autorités, anticipe le changement de stratégie de l'urgence à post urgence que les bailleurs de fonds souhaitent développer en 2018. En 2017, TGH prévoit par ailleurs de développer des approches de transferts monétaires directs, ainsi que des activités de réhabilitation et de cohésion sociale, à travers une modalité « Coupon contre travail » développée en lien avec les autorités locales des villes et villages ciblés le long de la ligne de front.

La mission est actuellement composée de 4 personnes en plus du Chef de Mission, tous basés à Kramatorsk :

1 chef de projet expatrié

1 assistante CDM nationale, francophone et anglophone

1 assistante chef de projet, anglophone

1 chauffeur logisticien, russe et francophone

JOBS CAMPUS

P o s t e

Le/la Chef de Mission travaille sous la supervision directe du desk Ukraine (basé à Lyon).

Il/elle est responsable de la sécurité sur la mission.

Il/elle représente l'association auprès des partenaires, bailleurs et des différentes autorités.

Il/elle suit les besoins et propose de nouvelles interventions et pistes de développement pour la mission.

Il/elle coordonne les équipes et s'assure de la bonne mise en œuvre des programmes sur la mission.

Il/elle s'assure du bon dimensionnement humain de la mission et encadre les équipes (définition d'objectifs, suivi).

Il/elle assure la bonne circulation des informations entre le siège et le terrain et s'assure du respect des échéances.

GESTION DE LA SECURITE

Analyser en permanence le contexte politique, sécuritaire et socio-économique du pays et assurer la bonne diffusion de l'analyse et des informations sur la mission et au siège.

Actualiser régulièrement et de manière participative les outils de gestion de la sécurité de la mission sur la base des formats de l'association.

Assurer la bonne diffusion,

connaissance et respect des règles et consignes de sécurité en vigueur.

Garantir des modalités d'opérations adaptées au contexte.

Gérer, en lien avec le siège et si nécessaire l'ambassade de France et les Nations Unies, les incidents de sécurité et les situations d'urgence.

REPRESENTATION DE L'ASSOCIATION DANS LE PAYS, auprès des autorités nationales, des bailleurs de fonds et des autres organisations internationales (agences UN, ONG)

Assurer le respect de la législation nationale pour toutes les activités de la mission.

Entretenir et développer de bonnes relations de travail ainsi qu'une bonne visibilité de l'association auprès des autorités nationales et locales, des bailleurs de fonds et autres acteurs de l'aide internationale.

Représenter l'association dans les forums de coordination (OCHA, Clusters).

Assurer une bonne coordination avec les autres ONG présentes sur le terrain.

DEFINITION ET MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE LA MISSION

En collaboration avec le desk, définir et/ou redéfinir la stratégie de la mission en lien avec l'évolution du contexte.

En lien avec cette

stratégie, coordonner et participer à l'évaluation des besoins sur le terrain.

RECHERCHE DE FINANCEMENTS

Evaluer les bailleurs potentiels présents en Ukraine auprès de qui TGH pourrait se positionner.

Identifier les appels à projets qui correspondent aux secteurs d'intervention de l'association.

Apporter un support à la rédaction des propositions des projets.

SUPERVISION ET COORDINATION DES ACTIVITES DE LA MISSION

Assurer, avec l'assistante CDM, le bon fonctionnement administratif, financier et logistique de la mission.

Assurer le suivi financier de la mission avec l'assistante CDM.

Assurer le reporting interne de la mission, et, en lien avec le siège, le reporting externe.

Participer à la rédaction des propositions de projet.

Participer à la rédaction des rapports d'activité intermédiaires/finaux destinés aux bailleurs.

Participer et accompagner les audits liés aux projets en lien avec l'assistante CDM.

GESTION DE L'EQUIPE ET COORDINATION INTERNE

Assurer une bonne coordination et communication interne, notamment par l'utilisation des outils et la tenue et

La suite à la page 26

JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

l'animation de réunions de coordination bihebdomadaires.

Superviser au quotidien le travail des différents personnels.

Assurer une bonne ambiance et un bon esprit d'équipe.

Ces responsabilités pourront être revues en fonction des évolutions des besoins sur le terrain.

Conditions de sécurité, de travail, et de vie

Les conditions de sécurité sont bonnes, même si les déplacements dans la zone spécifiquement ciblée requièrent une attention particulière. Kramatorsk, où est basé le poste, est une ville d'environ 180 000 habitants, qui offre toute commodité. Les distractions y sont néanmoins limitées.

Les deux expatriés partagent un logement (appartement T3), situé au centre-ville. Le bureau est situé à 5 minutes de l'appartement. Ils disposent d'un véhicule, dont l'utilisation sera néanmoins limitée à la région. Les déplacements à Kiev à fins de représentation s'effectueront en train.

Ville poste basé à Kramatorsk. Fréquents déplacements à Kiev et Donetsk

Expériences / Formation du candidat

P r o f i l

Expérience d'au moins 2 ans en ONG à des fonctions de coordination sur des programmes d'urgence

Expérience en gestion d'équipes expatriées et nationales

Excellent relationnel, diplomatie

Grandes qualités de contact humain: calme, maîtrise de soi, respect des différences culturelles

Capacités d'analyse, d'anticipation et de décision

Sens de la discipline et de l'organisation, bon esprit de synthèse

Aisance à l'oral, bonnes capacités de communication et de coordination

Bonnes capacités rédactionnelles en français et en anglais, la connaissance du russe est un avantage

Expérience en contexte sécuritaire difficile et instable

Fonctions **A u t r e**, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction

Activités A u t r e, Economie, Finance, Administration, Social

Pays Europe, Ukraine

Contrat C D D

Durée du contrat

Durée : prise de poste entre juillet et début septembre

2017, jusqu' à fin décembre 2017, contrat renouvelable sous réserve de financements

Salaire / Indemnité

Conditions : contrat salarié, salaire mensuel brut de 2300 € à 2500 € selon expérience, per diem mensuel 450 €, prise en charge d'une couverture médicale à 100% + assurance rapatriement + prévoyance, prise en charge du logement et du transport international et local dans le cadre de la mission, repos tous les 3 mois. Plus d'informations sur www.trianglegh.org, rubrique "Participer".

Possibilité de départ en famille : non.

Documents à envoyer

Les candidats sont invités à envoyer un CV + lettre de motivation par courrier électronique à l'adresse suivante : recrutement@trianglegh.org

Nom de la personne contact

Alexandra Bourdekas, Responsable RH

Email de la personne contact recrutement@trianglegh.org

Date de fin de validité 25/06/2017

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

10/06/2017 AU 17/06/2017 Groupe II

Aéroport	25 31 42 22	14	Heera	25 31 66 10	27	Providence	25 31 86 48	
2	Amaro	25 34	15	Jabnéel	25 44 78 70	28	Rood Wooko	25 30 88 90
33 28			16	Jourdain	25 36 06 86	29	Sangoulé Lamizana	
3	Ar-rahma	25 35 09 86	17	Karpala	25 37 14 14	30	Schifeyi	25 40 27 42
4	Augustine	25 37 61 00	18	Koulouba	25 31 19 18	31	Sig-Noghin	25 35 09 77
5	Barwende	25 40 85 90	19	La Famille	25 43 06 85	32	Sigri	25 41 21 48
6	Boulmiougou	25 43 12 68	20	Marlass	78 55 00 52	33	Sud	25 38 42 82
7	Cité An III	25 33 19 66	21	Martin	25 50 84 59	34	Talba	25 36 22 25
8	Dapoya	25 31 32 01	22	Meteba	25 33 53 33	35	Tanko	25 35 15 57
9	Delwindé	25 36 72 80	23	Nayyira	25 48 18 41	36	Univers	25 41 99 65
10	Denisa	71 82 76 60	24	Neima	25 35 56 82	37	Wati	25 38 52 92
11	Faso	25 38 19 29	25	Nemadis	25 37 30 41	38	Yobi	25 31 16 30
12	Flayiri	25 40 73 44	26	Progrès	25 43 01 62			
13	Hamdalaye	25 34 36 94						

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjuman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO